

# Synthèse des résumés



## Colloque **EXIMIG - Migration & Exil**

Réseaux, trajectoires et accueil en Europe et au Moyen-Orient

**MAISON MÉDITERRANÉENNE** 5, rue Château de l'Horloge  
**DES SCIENCES DE L'HOMME** 13090 Aix-en-Provence

# 14 & 15 MARS 2019

# EXIMIG – Migration & Exil

## Réseaux, trajectoires et accueil en Europe et au Moyen-Orient

Jeudi 14 mars

### Keynote

---

**Kamel Dorai, géographe, IFPO**

**De la mobilité transfrontalière à la migration forcée. Trajectoires et expériences de réfugiés au Moyen-Orient**

[mkdorai@univ-poitiers.fr](mailto:mkdorai@univ-poitiers.fr)

**Stefan Le Courant, anthropologue, EHESS, IIAC**

**Ce que les villes font aux migrants, ce que les migrants font à la ville ?**

[stefan.le-courant@ehess.fr](mailto:stefan.le-courant@ehess.fr)

Le programme de recherche Babels questionne l'actuelle « crise des réfugiés » en Europe à travers les formes d'hospitalité ou de rejet envers les migrant·e·s qu'elle a fait surgir. Fondé sur des ethnographies de villes européennes et méditerranéennes, ce programme cherche à analyser les situations de frontière contemporaines. Les frontières sont ici envisagées dans leurs dimensions géographiques - avec l'apparition de barrières et de murs - politiques et sociales - à travers les multiples mécanismes de mise à l'écart des migrant·e·s. Dans chaque contexte urbain, les frontières prennent une texture et une temporalité particulière permettant de distinguer trois formes de villes : - les villes-carrefours, les villes-frontières et les villes-refuges – qu'il s'agira de décrire et d'analyser.

### Panel 1 – Réseaux et généalogie de l'exil

---

**Modératrice : Virginie Baby-Collin, géographe, AMU/CNRS, TELEMME**

[virginie.baby-collin@univ-amu.fr](mailto:virginie.baby-collin@univ-amu.fr)

**Anna Maria Bianco, littérature arabe, AMU/CNRS, IREMAM**

***Hurrās al-hawā'*: une généalogie de l'exil syrien dans un roman de traumatisme, fuite et refuge**

[annamariabianco91@gmail.com](mailto:annamariabianco91@gmail.com)

*Hurrās al-hawā'* (Les Gardiens de l'air, 2009) est un roman de Rūzā Yāsīn Ḥasan narrant l'histoire de 'Anat Ismaïl, une jeune femme alaouïte qui travaille à l'ambassade du Canada à Damas comme traductrice-interprète pour le HCR, enceinte de Jawad, son compagnon druze sorti de prison après quinze ans de torture. Le parallèle constant entre les récits des demandeurs d'asile et la vie qu'elle mène en tant que femme d'un opposant politique, avec une histoire familiale très bouleversée, constitue le pilier de la narration. Cette superposition de souffrances et traumatismes, tant psychiques que physiques, trace, deux ans avant le déclenchement de la révolution syrienne, le portrait d'un pays où plusieurs parcours de fuite se croisent : pendant que les demandeurs d'asile (Soudanais, Chaldéens, Kurdes, Libyens, Afghans... ) y trouvent leur abri dans l'attente d'un passeport, les personnages syriens cherchent à leur tour un refuge des blessures provoquées par cette société autoritaire et patriarcale, et, finalement, Jawad, incapable de retourner à la normalité de sa vie quotidienne et de sa relation avec 'Anat, choisit lui-même de partir à l'étranger, obtenant le statut de réfugié en Suède. Dans une œuvre introspective et partiellement autobiographique, Rūzā Yāsīn Ḥasan met en lumière la condition des droits de l'homme au Moyen-Orient, et surtout en Syrie, à la veille de « la crise des réfugiés » actuelle. A travers les entretiens d'asile auxquels 'Anat participe, la présence et le rôle joué par les ONG et l'aide donnée à Jawad par un ancien camarade réfugié à Paris, l'auteure montre la présence de réseaux de mobilité transnationaux déjà existants dans les années 1980, en particulier parmi les minorités ethniques et dans les milieux de l'opposition politique, où elle a grandi. Ces expériences trouvent leur origine dans l'asphyxie sociopolitique à laquelle le titre du roman, « Les Gardiens de l'air », semble faire référence, et contribuent à esquisser la généalogie d'un exil déjà silencieusement commencé avant 2011.

**Céline Regnard, historienne, AMU/CNRS, TELEMMe**

**La famille Arbeely : première famille syrienne émigrée aux États-Unis ? La construction d'une généalogie de l'exil**

[celine.regnard@univ-amu.fr](mailto:celine.regnard@univ-amu.fr)

En 1878 Yusef Arbeely débarque à New York avec sa famille nombreuse. Originaire de la Grande Syrie, région de l'Empire ottoman, son arrivée est alors si incongrue qu'elle est relatée dans la presse. La légende de la première famille syrienne des États-Unis est née. Elle ne cesse ensuite de se renforcer, tant les membres de cette famille sont, en effet, importants pour la jeune communauté en exil. Yusef Arbeely est un ardent promoteur de la culture orientale, dont il fait la démonstration à travers le pays par ses conférences mises en scène par ses enfants. Ses deux fils aînés, Abraham et Nageeb, sont les fondateurs en 1892 du premier journal arabe aux États-Unis : *Kawkab America*, qui joue un rôle important dans la diaspora syrienne. Nageeb, personnage central de cette famille, est par ailleurs interprète à Ellis Island, écrivain public, commerçant et homme d'affaires. Dans l'histoire de la communauté syrienne de New York, la famille Arbeely est incontournable par ses activités philanthropiques, religieuses, économiques, culturelles.

Le but de cette communication est de montrer que, si le rôle de la famille Arbeely est certes important parmi les Syriens émigrés aux États-Unis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, leur statut de pionniers dans la généalogie de cet exil tout autant que la centralité de leurs actions sont à analyser avec nuance, en tenant compte de la nécessité et de l'utilité de la fabrication de ce récit qui s'apparente à une *success story*.

**Discussion : Thomas Pierret, politologue, CNRS/AMU, IREMAM**

[pierret@msh.univ-aix.fr](mailto:pierret@msh.univ-aix.fr)

**Panel 2 – Trajectoires, parcours et itinéraires**

**Modérateur : Vincent Geisser, politologue, CNRS/AMU, IREMAM**

[vgeisser@msh.univ-aix.fr](mailto:vgeisser@msh.univ-aix.fr)

**Norig Neveu, historienne, CNRS/AMU, IREMAM**

**Des migrants religieux ? Trajectoire et accueil des réfugiés chrétiens irakiens en Jordanie après 2014**

[neveu@msh.univ-aix.fr](mailto:neveu@msh.univ-aix.fr)

À partir de 2014, la Jordanie reçut environ 10 000 réfugiés irakiens chrétiens, principalement originaires des régions de Mossoul et de Qaraqosh, tombées sous contrôle de l'État islamique. Ces derniers, appartenaient à différentes Églises et furent accueillis par le gouvernement de Jordanie, les Églises locales et les associations caritatives chrétiennes en tant que « réfugiés religieux » ou « migrants religieux ». C'est la constitution de cette catégorie et les conséquences de son élaboration que ma présentation entend interroger.

Elle s'appuie sur un terrain d'enquête et des entretiens menés entre 2016 et 2018 à Amman et ses alentours auprès de clercs chrétiens, de représentants d'ONG et de réfugiés irakiens. Je reviendrai sur la mobilisation par les migrants, les Églises et les organisations caritatives de réseaux familiaux transnationaux et religieux dans le cadre de la migration. Ma présentation interrogera le caractère contraignant ou non des réseaux confessionnels en cherchant à comprendre les phénomènes de confessionnalisation qu'ils induisent dans l'espace urbain, les trajectoires migratoires et le vécu des migrants.

L'Église catholique et Caritas s'opposent à la relocalisation de ces migrants au Canada ou en Australie, insistant sur l'importance de conserver la population chrétienne au Moyen-Orient. Ils préconisent une installation dans la société d'accueil pourtant largement critiquée par les fidèles et certains membres du clergé. Ainsi, à Marka, le prêtre latin a ouvert une école informelle au sein de laquelle il prépare les enfants à une scolarisation en langue anglaise dans le cadre d'une migration future vers l'Europe, l'Amérique du Nord ou l'Australie. Comment la figure des « migrants religieux » s'est-elle imposée comme figure de martyr contemporain pour les Églises de la région, redynamisant par leur présence un certain nombre d'institutions ? Comment l'implication des Églises au sein des politiques migratoires

gène-t-elle des contraintes pour les fidèles et des oppositions ? Quelle lecture faire de la mobilisation des réseaux de solidarité par les migrants dans ce contexte ?

**David Lagarde, géographe, LISST**  
**Cartographe les récits de l'exil syrien**  
[lagardedavid@gmail.com](mailto:lagardedavid@gmail.com)

À la fin de l'année 2017, le nombre de réfugiés syriens recensés à travers le globe s'élevait à 6,3 millions de personnes. Depuis l'été 2015, l'épisode qualifié de « crise migratoire » par les sphères politiques et médiatiques européennes a contribué à focaliser l'attention de l'opinion publique sur les flux en direction de l'espace Schengen, bien que ceux-ci soient très largement minoritaires comparé à l'ampleur des mouvements observés à l'échelle du Proche-Orient. Au-delà des seuls discours et écrits suggérant que l'Europe fait l'objet d'une véritable invasion de migrants venus du Sud et de l'Est du pourtour méditerranéen, les images – notamment cartographiques – mobilisées afin de donner à voir cette soi-disant « crise » ont largement contribué à véhiculer les angoisses d'invasion dans l'imaginaire collectif européen. Dans ce contexte, il existe un enjeu particulier dans le monde de la recherche à proposer des documents visuels susceptibles de contribuer à libérer le regard, en montrant des figures rigoureusement construites, qui dévoilent des configurations différentes des circulations migratoires à l'espace géographique. Ainsi, en lieu et place d'une cartographie globalisante et menaçante, telle qu'elle est habituellement proposée dans les médias, cette contribution propose de s'interroger sur les enjeux d'une représentation de trajectoires individuelles de réfugiés, construite à partir des récits migratoires que ceux-ci font de leurs voyages entre la Syrie et leurs différents pays d'installation au Proche-Orient et en Europe. En privilégiant le point de vue des acteurs, il s'agira plus largement d'insister sur la rugosité des espaces parcourus par les enquêtés depuis leur départ de Syrie, afin de donner à voir les nombreuses aspérités spatiales, sociales et temporelles, qui jalonnent les routes de l'exil au sein du territoire euro-méditerranéen.

**Discussion : Olivier Clochard, géographe, Université de Poitiers, MIGRINTER**  
[olivier.clochard@univ-poitiers.fr](mailto:olivier.clochard@univ-poitiers.fr)

**Morgane DUJMOVIC, géographe, AMU/CNRS TELEMME**  
**Parcours balkaniques, trajectoires cartographiques**  
[morgana.dujmovic@gmail.com](mailto:morgana.dujmovic@gmail.com)

Les trajectoires migratoires sont mouvantes, comme les outils forgés par les chercheurs et chercheuses pour les observer, les saisir, en rendre compte. Je reviendrai sur un travail mené pendant plusieurs années sur le contrôle de parcours migratoires traversant les Balkans, et sur la manière dont mon approche cartographique a évolué à leur contact. C'est une démarche située, évolutive et exploratoire qu'il convient de retracer, suivant les particularités du contexte balkanique qui est marqué depuis une vingtaine d'années par des injonctions fortes de l'Union européenne au renforcement de la surveillance frontalière et du contrôle migratoire sur leurs territoires nationaux. Les trajectoires cartographiques accompagnent ces linéaments des parcours balkaniques, dans leurs développements spontanés, heurtés, ou prospectifs.

La présentation navigue entre plusieurs cartes de parcours réalisées dans le contexte de ces cinq dernières années, en s'attachant au processus de production et au message que celui-ci permet d'adresser : un parcours saisi dans la frontière spectacle (De Genova) ; une contre-cartographie du sas des Balkans ; une auto-représentation d'un parcours qui, plus que migratoire, est réflexif... Les procédés de dévoilement, détournement ou dé-monumentalisation cherchent des angles d'inversion et de distorsion des focales les plus couramment admises (ou imposées) sur les réalités migratoires contemporaines.

Ces trajectoires cartographiques invitent à considérer la carte au-delà d'un simple outil d'information ou de divulgation, pour envisager comment elle peut devenir un mode de restitution engagé. La réflexivité ne concerne pas que les méthodes de la chercheuse ou la cartographe ; elle questionne la carte comme moyen d'expression autonome et ajusté à des vécus migratoires minorisés, frontaux et souvent violents. À quelles conditions le « pouvoir » de la cartographie (Lambert & Zanin) peut-il servir une telle ambition ?

Le problème se pose avec d'autant plus d'acuité dans le contexte européen actuel, alors que bon nombre de productions cartographiques à large diffusion manient subtilement le langage cartographique pour produire un effet de réel : ici l'aura de scientificité et de véracité est produit par des données chiffrées partielles présentées par l'habillage du document-carte comme la réalité ; là, c'est un esthétisme séduisant qui crée la valeur persuasive d'une infographie ou d'une cartographie. Au-delà de la représentation cartographique, ce sont les représentations qu'elle véhicule qui doivent alors retenir l'attention.

Cette contribution s'inscrit dans la progression d'un parcours doctoral, mais aussi dans un champ de recherches cartographiques renouvelé et enrichi par des approches critiques et sensibles (Bacon & al, Clochard, Mekdjian, Rekecewicz). La discussion soulevée ne concerne pas que la cartographie : elle mérite d'être généralisée à l'ensemble des discours et symboles issus d'un dispositif de contrôle migratoire imposant, qui complexifie plus généralement la diffusion des résultats scientifiques sur les questions migratoires contemporaines.

**Valentina Napolitano, politologue, Ifpo**

**Migration forcée et reconfigurations de la sphère familiale. Une étude de cas de familles syriennes en Jordanie**

[valenap84@hotmail.it](mailto:valenap84@hotmail.it)

Cette communication porte sur les transformations connues par les familles syriennes ayant vécu la guerre, débutée suite aux contestations de mars 2011, avant de se réfugier, entièrement ou partiellement, en Jordanie. Si les mutations des familles en contexte migratoire ont été étudiées par une littérature scientifique particulièrement copieuse, les situations de migration forcée demeurent encore peu explorées. Celles-ci se caractérisent par un ensemble de ruptures (individuelles, familiales et collectives), de pertes de repères et de contraintes politiques et économiques (liées notamment aux politiques des Etats d'accueil des réfugiés) dont il faut rendre compte afin de saisir les transformations de la sphère familiale. Après avoir présenté les parcours migratoires et le phénomène de dispersion connu par les membres de familles syriennes, cette présentation s'attardera sur la manière dont les liens et les équilibres familiaux, ainsi que les pratiques sociales et matrimoniales, ont évolué depuis le début de la guerre et suite à la migration en Jordanie. Cette communication se fonde sur une enquête de terrain en cours et que je mène actuellement auprès de familles syriennes en milieu urbain (Amman, Irbid) ainsi que dans les camps de réfugiés (Zaatari, Azraq). Ces familles sont issues de différents milieux géographiques et sociaux en Syrie (principalement de Damas, Homs, Deraa). Des entretiens et observations ont en outre été réalisés au sein d'organisations impliquées dans l'assistance humanitaire, légale et psychologique aux réfugiés (ARDD, CRP, Family Development Association).

**Discussion : Stefan Le Courant, anthropologue, EHESS, IIAC**

[stefan.le-courant@ehess.fr](mailto:stefan.le-courant@ehess.fr)

**Vendredi 15 mars**

**Panel 3– Les lieux de l'exil**

**Modérateur : Kamel Chachoua, sociologue, CNRS/AMU, IREMAM**

[chachoua@mmsch.univ-aix.fr](mailto:chachoua@mmsch.univ-aix.fr)

**Camille Guenebeaud, géographe, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs**

**Le « système Calais » : vivre dans une situation de frontière**

[camille.guenebeaud@gmail.com](mailto:camille.guenebeaud@gmail.com)

Au tournant des années 2000, les choix des gouvernements britannique et français en termes de renforcement des contrôles migratoires à la frontière, notamment dans la ville de Calais, ont conduit à une double injonction adressée aux personnes migrantes : une impossibilité de traverser et une

impossibilité de rester. Ce « système Calais »<sup>1</sup> a eu des conséquences très concrètes sur la temporalité des trajectoires et des espaces de vie des personnes en migration. Si en 1999, celles-ci mettent quelques jours à réussir le passage vers l'Angleterre, elles se retrouvent aujourd'hui dans des situations de blocage et d'attente de plusieurs mois. Une « situation de frontière »<sup>2</sup> se construit alors dans la durée sur le littoral et en particulier dans la ville de Calais. Cette communication reviendra sur les logiques qui ont présidé au renforcement de la frontière avant d'appréhender ses conséquences sur les parcours migratoires, en termes d'attente, d'accès aux services publics ou encore de logement. Ces réflexions s'appuient sur une enquête de terrain menée dans la ville de Calais de 2011 à 2015 et composée de 95 entretiens avec des acteurs impliqués dans la situation de frontière de Calais - institutions politiques et administratives, services de police, transporteurs maritimes, routiers et ferroviaires, collectifs de riverains, commerçants, associations de soutien, personnes migrantes - d'un travail sur les productions écrites de ces groupes et de périodes d'observation menées dans les squats et les campements de la ville.

**Jalal Al Hussein, politologue, Ifpo**

**L'assistance occidentale en réponse à la crise des réfugiés syriens en Jordanie et au Proche-Orient : entre aide au développement local et préoccupation migratoires**

[jalal\\_husseini@yahoo.com](mailto:jalal_husseini@yahoo.com)

Cette présentation porte sur l'action de l'Union Européenne en réponse à la crise des réfugiés syriens au Moyen-Orient, et plus particulièrement en Jordanie. Elle analyse les différents dispositifs mis en œuvre et/ou financés par l'Union afin de porter assistance aux pays d'accueil, et notamment les programmes en matière de développement visant à garantir, selon le langage officiel, leur « cohésion sociale » à travers l'accroissement des opportunités d'emploi tant pour les réfugiés syriens que pour leurs communautés hôtes, et leurs effets sur le terrain à l'épreuve des réactions des populations locales à ces programmes. Ce sera là l'occasion de mettre en lumière les ambiguïtés de la politique européenne entre politique d'assistance traditionnelle aux pays du Moyen-Orient en matière de développement et sa politique de contrôle/restrictions des migrations syriennes vers ses territoires.

**Discussion : Véronique Bontemps, anthropologue, CNRS, IRIS**

[veronique.bontemps@cnrs.fr](mailto:veronique.bontemps@cnrs.fr)

**Dounia Salame, architecte, AUB**

**Habiter son lieu d'exil, s'appropriier la ville : jeunes réfugiés syriens au Liban**

[ds65@aub.edu.lb](mailto:ds65@aub.edu.lb)

Bien que plus de 80% des réfugiés au Liban habitent les zones urbaines, à l'instar des libanais, l'image dominante que circulent les médias et les organisations internationales reste celle des camps dans les régions rurales. En conséquence, peu d'études se penchent sur le rôle que jouent les divers groupes de réfugiés dans la vie urbaine du pays. Cette intervention présente les résultats d'une étude empirique réalisée dans le cadre d'un projet collectif à l'Université Américaine de Beyrouth qui explore l'urbanisation des déplacements forcés à travers les expériences des individus qui cherchent à s'inscrire dans la ville (tels que les livreurs de la restauration ou les propriétaires de petits commerces). À travers l'examen de leurs mobilités, pratiques urbaines, compétences spatiales et modalités d'accès au logement, ce projet dévoile une production active de l'espace par ces réfugiés et une transformation de la ville apparente.

L'intervention présentée dans ce colloque se penche spécifiquement sur le cas d'un groupe de jeunes syriens s'étant progressivement installés dans le quartier de Geitaoui où ils ont forgé un espace qu'ils qualifient de « chez-soi ». L'observation du quartier et les entretiens avec ces jeunes démontrent qu'à travers la création d'un réseau ancré dans l'espace, ces jeunes syriens ont redynamisé un quartier vieillissant. Plus encore, dans une ville où dominant la xénophobie, la peur des réfugiés et le harcèlement systémique des sans-papiers, ces jeunes réfugiés ont établi un noyau de solidarité, un espace de visibilité,

---

<sup>1</sup>Expression forgée par Paolo Cuttita pour une autre situation, celle de Lampedusa, afin de comprendre les logiques politiques qui ont conduit l'île à devenir le lieu de débarquement privilégié durant la dernière décennie. CUTTITA Paolo, « La « frontiérisation » de Lampedusa, comment se construit une frontière », *L'Espace Politique*, 2015, n° 25

<sup>2</sup>AGIER Michel, *La condition cosmopolite*, Paris, La Découverte, 2013

et enfin, un « chez-soi » qui révèle l'affirmation de leur identité comme sujets politiques. Cette étude de cas tisse ainsi un récit de la manière dont des jeunes syriens à Beyrouth s'approprient la ville, y pratiquent et développent leurs compétences urbaines, et créent une appartenance, acte d'affirmation et de revendication de leur droit à la ville.

**Léa Macias, géographe, EHESS, IIAC**  
**Apps and camps: Digital humanitarianism**  
[macias.lea@gmail.com](mailto:macias.lea@gmail.com)

The humanitarian world has been digitalizing since the 90's. Digital humanitarianism – managing adequate humanitarian responses on the basis of, for example, infrastructure maps, online dashboards and applications – is an important yet understudied research area. This communication focuses on the use of digital tools to manage humanitarian operations in Zaatari refugee camp in Jordan. Drawing on ethnographic research to study the digitalisation of humanitarian operations it illustrates how digitalization and innovation are impacting both humanitarian staff as well as the refugees as beneficiaries but also political actors of the camp. The choice of a focus on Zaatari allows for the deconstructing of the proliferating celebratory discourses and practices of the humanitarian world especially regarding the adoption of new technologies and digital innovations. The digitalization of humanitarian operations can be paradoxically seen as a new model of remote management of the space. And if information is important to design an adequate response, the initial mandate of a camp is to protect the refugees. However, this fundamental role seems to have been forgotten, particularly when it comes to their digital rights. Through observations and interviews it becomes clearer that data and information are social objects constructed for cooperation and coordination. They are created to represent an 'objective proxy' all humanitarian actors can agree or argue upon. After 1) setting a broader overview of what digital humanitarianism is, this communication will 2) detail the methodology of this ethnographic study 3) empirically demonstrate how Zaatari camp, through dynamics of humanitarian data operations, is reinforced as a place of remote management and 4) elaborate on the digital rights of refugees.

**Discussion : Myriam Catusse, politiste, CNRS/AMU, IREMAM**  
[catusse@msh.univ-aix.fr](mailto:catusse@msh.univ-aix.fr)

#### **Panel 4 – S'installer en exil**

**Modératrice : Delphine Mercier, sociologue, CNRS/AMU, LEST**  
[delphine.mercier@univ-amu.fr](mailto:delphine.mercier@univ-amu.fr)

**Gaspard Vial Benamra, historien, Université Lumière Lyon 2, LARHRA**  
**Reconstituer une cohésion communautaire en exil : le cas des Tchétchènes de Transjordanie, entre la fin de l'époque ottomane et la fin du mandat britannique (1901-1946)**  
[gaspard.vb@gmail.com](mailto:gaspard.vb@gmail.com)

Au cours de l'année 1901, près de 700 familles tchéchènes quittent le Caucase du Nord sous administration tsariste pour s'installer au sud de la province ottomane de Syrie, dans les limites de l'actuelle Jordanie. Ce projet communautaire et religieux de migration, favorisé par l'ingénierie démographique hamidienne, aboutit à la fondation de trois villages tchéchènes autour d'Amman : Zarqa, Suweilih et Sukhneh, durant la première décennie du vingtième siècle. En l'absence de représentation de l'autorité ottomane au sein des villages, les migrants s'organisent autour du leadership des aînés et maîtres soufis, ce qui reste le cas au cours des années cruciales de la Grande révolte arabe et de l'avènement de l'émirat de Transjordanie sous mandat britannique. Ce n'est qu'à partir de 1928, avec la promulgation de la constitution de Transjordanie et la création du conseil municipal de Zarqa, que les Tchétchènes vont progressivement se faire représenter au sein d'institutions publiques et associatives, s'intégrant dans un nouveau paysage politique. Depuis leur installation jusqu'à la fin des années 1940, les Tchétchènes de Transjordanie évoluent ainsi dans un espace national ou pré-national en pleine mutation sociétale. L'objectif de cette présentation est de redéfinir quelles ont été les stratégies adoptées par cette communauté de migrants afin de dynamiser leur cohésion communautaire tout en

étant témoins et acteurs des bouleversements politiques et sociaux qui ont conduit à la fondation du royaume hachémite de Jordanie. Pour ce faire, je m'appuie en grande partie sur de multiples pièces d'archives privées de diverses natures afin de proposer un aperçu analytique et synthétique de la vie en société des Tchétchènes de Transjordanie.

**Leila Drif, anthropologue, EHESS, IRIS, LabEX Tepsis, fellow ICM-Policy**

**Infra-structures du refuge à Hay Gharbi (Beyrouth) : un espace disputé, des histoires partagées entre Syriens, gitans et Libanais**

[leiladrif@gmail.com](mailto:leiladrif@gmail.com)

Partant de la confiance comme élément de constitution d'un capital social en exil (Boissière, 2018 ; Caillé, 1994 ; Luhman, 1979), ma communication s'intéressera à la reconstruction du quotidien des Syriens réfugiés à Hay Gharbi. Cette extension du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en banlieue sud de Beyrouth, est le lieu d'habitation des Doms<sup>3</sup>, qui a vu arriver des populations pauvres majoritairement issues du Nord de la Syrie à partir de 2013. Dans cet espace partagé, dont les rares ressources (en logement, travail ou aides) sont disputées, comment les réfugiés syriens naviguent-ils socialement (Vigh, 2009) pour se reconstruire un quotidien ?

À partir d'une approche au croisement de l'anthropologie urbaine, de l'anthropologie économique et de la sociologie des migrations, je montrerai que l'installation des réfugiés syriens à Hay Gharbi a activé de nouvelles logiques de capitalisation sociale fondées sur l'habilité à mobiliser des relations (Lagarde, 2018), pour les populations établies ou réfugiées. Pour ce faire, je m'appuie sur un matériau ethnographique constitué d'observations participantes au sein d'une ONG de quartier et d'une famille dont j'ai suivi les trajectoires, ainsi que d'entretiens approfondis avec des habitants et des travailleurs sociaux.

Les différentes vagues migratoires<sup>4</sup> qui ont constitué ce quartier en un lieu refuge laissent apparaître des « gradations de l'étrangeté » (Moatti, Kaiser, 2007 : 12) où la constitution de réseaux de proximité s'élabore au croisement de rapports d'extranéité multiples (Fiddian-Qasmiyeh, 2016) (1). Au sein de cet échiquier social, la redistribution des ressources locales aux Syriens nouvellement installés s'est traduite par une renégociation (*brokering*) des hiérarchies existantes (Sanyal, 2011), fondées sur la multiplication des intermédiaires (Vignal, 2018) : nouveaux propriétaires, *simsar*, commerçants et concierges syriens (2). L'inscription des réfugiés syriens dans ces réseaux de dépendance (Ferguson, 2013) s'est vue toutefois mise à l'épreuve par le nouveau dispositif d'aide internationale déployé dans le quartier (3) : bénéficiaires prioritaires de celui-ci, des réfugiés syriens socialisés dans l'ONG de quartier se sont constitués en médiateurs de l'accès aux aides de l'ONG pour les autres habitants (Drif, 2018).

**Discussion : Leila Vignal, géographe, Université Rennes 2, ESO**

[leila.vignal@univ-rennes2.fr](mailto:leila.vignal@univ-rennes2.fr)

**Emmanuelle Durand, anthropologue, EHESS/CNRS, IRIS/IFPO**

**L'économie de la débrouille à Beyrouth. Pratiques syriennes du commerce populaire : vente ambulante et commerce de la fripe**

[emmanuell.durand@gmail.com](mailto:emmanuell.durand@gmail.com)

Hamza<sup>5</sup>, du haut de ses douze ans, s'approche de la table que nous occupons à la terrasse d'un café. Le regard appuyé, il nous tend la main pour nous proposer, selon les jours, selon les heures, un paquet de mouchoirs, quelques fleurs ou encore des chewing-gums. Il est l'un des jeunes – et moins jeunes – vendeurs de rue syriens qui arpentent les rues et carrefours de Beyrouth. Résultats d'enquêtes ethnographiques menées depuis 2015, cette communication propose d'éclairer l'insertion des réfugiés syriens au Liban par le prisme de leurs pratiques et expériences du commerce populaire, comme autant de stratégies de survie. Soumis à un cadre législatif contraignant, la majorité du million et demi de

---

<sup>3</sup> Communauté gitane péjorativement appelée nawar. Fortement stigmatisés au Liban, les Doms ont été naturalisés en 1994 mais faute d'enregistrement auprès des autorités libanaises, beaucoup n'ont de fait pas accès aux services publics

<sup>4</sup> Des réfugiés palestiniens, *metwâli* libanais, Doms et Syriens

<sup>5</sup> L'auteur a changé le prénom.

Syriens réfugiés au Liban vit dans une grande précarité socio-économique, couplée à une relégation spatiale.

De la vente ambulante au commerce de la fripe, l'étude de cette économie quotidienne de la débrouille permet de saisir les dynamiques des Syriens au Liban : leurs trajectoires spatiales, celles des marchandises, les réseaux convoités, les stratégies et compétences déployées. Par ailleurs, l'analyse de situations banales d'échanges marchands permet de saisir les rites d'interactions, les notions d'accueil et de rejet, d'hospitalité et de solidarité, les formes de sociabilité et d'urbanité, proposant ainsi une anthropologie impliquée sur les « arts de faire » (De Certeau, 1980) des exclus.

Dans la dynamique des réflexions collectives menées par les ANR BABELS et Lajeh, notre travail vise à éclairer ce que les villes font aux migrants et ce que les migrants font à la ville. En suggérant comme poste d'observation les places marchandes populaires beyrouthines, nous mettons en avant un état du/des lieu.x qui peut être paradigmatique des contextes urbains des villes du Moyen-Orient, de plus en plus marquées par des conflits majeurs, des déplacements massifs de populations et un accroissement des inégalités socio-économiques.

**Pinar Şenoğuz, anthropologue, Georg-August – Universität Göttingen**

**Refugee Hospitality and Home-Making among Syrian Refugees in the Border Regions of Turkey**

[kirmizipazartesi@gmail.com](mailto:kirmizipazartesi@gmail.com)

The southern and southeastern border cities of Turkey received an influx of fleeing Syrians as the armed conflicts between the Syrian government and various actors on the ground triggered mass displacement and refugee movements within and out of Syria. The paper explores the refugee hospitality and the engagement of Syrian refugees with the notion of home at the border regions. Drawing on an ethnographic research at the margins of the border city of Gaziantep, it explores the local hospitality as a form of governance, steering the social encounters between the 'guest' refugees and 'host' locals towards restoration of the power of the host over the refugee. Focusing on hospitality as a humanitarian strategy and as micro-politics, it seeks to explain how the local state, humanitarian actors and urban locals in Gaziantep exert socio-spatial control over the refugees. It demonstrates how the refugee hospitality works in this context to mitigate the tensions and conflict arising from the labour exploitation, class/gender divide and rent extraction and rather translate these frictions, imbued by ethno-nationalist sentiments, into the guest-host relationships. Finally, it argues that the refugee hospitality, as well as yearning for the "ideal home" among the Syrians shape their engagement with the notion of home in exile.

**Albena Tcholakova, sociologue, Université de Lorraine, 2L2S**

**Le travail des réfugié·e·s comme méprise et reprise de soi**

[albena.tcholakova@gmail.com](mailto:albena.tcholakova@gmail.com)

Cette communication se propose d'interroger la problématique de l'installation comme une problématique de l'« après », envisagé comme ce qui advient ultérieurement à la reconnaissance juridico-administrative des réfugié·e·s, et ce à travers le prisme du travail. L'analyse sera étayée à partir d'une enquête menée entre 2005 et 2010 sur les carrières professionnelles des réfugié·e·s en France et en Bulgarie et qui avait pour objectif d'éclairer l'étape particulière de l'accès au travail. L'approche sociologique adoptée met au centre de ses préoccupations la question de la reconnaissance, de la domination et du travail de celles et ceux qui ont bénéficié de ce qu'on appelle communément « une protection internationale ».

Malgré l'image répandue qui fait de l'obtention du statut de réfugié·e l'aboutissement de la trajectoire migratoire, la reconnaissance juridique ne met pas fin aux difficultés de la condition de réfugié·e. Figure longtemps considérée comme l'archétype du migrant et de la migrante « noble », elle l'est devenue beaucoup moins aujourd'hui. L'analyse de l'étape d'après la reconnaissance mettra en lumière certains aspects de la spécificité de la condition de réfugié·e qui sont relatifs à l'émergence et à la déception d'attentes liées au statut obtenu et au travail. L'expérience de travail de réfugié·e reconnu·e est une expérience semée d'embûches et de remises en question de la cohérence biographique et du rapport positif à soi. Le travail *des* et *pour* les réfugié·e·s peut alors être vécu comme une forme de méprise et de reprise de soi.

**Discussion :** Béatrice Mesini, politiste, CNRS/AMU, TELEMMe  
[mesini@msh.univ-aix.fr](mailto:mesini@msh.univ-aix.fr)

### **Conclusions**

---

**Didem Daniş**, sociologue, Université de Galatasaray - [didemdaniş@yahoo.com](mailto:didemdaniş@yahoo.com)

**Delphine Mercier**, sociologue, CNRS/AMU, LEST - [delphine.mercier@univ-amu.fr](mailto:delphine.mercier@univ-amu.fr)

**Alessandro Monsutti**, anthropologue, Graduate Institute Geneva -

[alessandro.monsutti@graduateinstitute.ch](mailto:alessandro.monsutti@graduateinstitute.ch)